



**PREFECTURE
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°75-2023-174

PUBLIÉ LE 24 MARS 2023

Sommaire

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France /

75-2023-03-24-00003 - Arrêté modifiant l'arrêté n°75-2022-10-17-00007 du 17 octobre 2022 établissant les listes des consommateurs de gaz de plus de 5 GWh/an du dispositif de délestage (2 pages)

Page 3

Préfecture de Police / Cabinet

75-2023-03-24-00004 - portant mesures de police applicables à Paris à l'occasion d'appels à manifester du vendredi 24 mars 2023 à 17h00 à samedi 25 mars 2023 03h00 (7 pages)

Page 6

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

75-2023-03-24-00003

Arrêté modifiant l'arrêté n°75-2022-10-17-00007
du 17 octobre 2022 établissant les listes des
consommateurs
de gaz de plus de 5 GWh/an du dispositif de
délestage



**PRÉFET
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports
d'Île-de-France**

ARRÊTÉ

modifiant l'arrêté n°75-2022-10-17-00007 du 17 octobre 2022 établissant les listes des consommateurs de gaz de plus de 5 GWh/an du dispositif de délestage

**Le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite**

Vu le Code de l'énergie, notamment ses articles L.434-1 à L.434-4 et R.434-1 à R.434-7 ;

Vu le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de M. Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

Vu l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 relative à l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de gaz naturel et de l'électricité dans la perspective du passage de l'hiver 2022-2023 et à l'accélération du développement des projets d'énergie renouvelable ;

Vu les transmissions de GRDF et GRT relatives aux réponses des consommateurs de gaz de plus de 5 GWh/an dans le département ;

Vu le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France du 3 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté n° 75-2022-10-17-00007 du 17 octobre 2022 établissant les listes des consommateurs de gaz de plus de 5 Gwh/an du dispositif de délestage ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les listes des consommateurs de gaz de plus de 5 Gwh/an du dispositif de délestage établies par l'arrêté n°75-2022-10-17-00007 du 17 octobre 2022 ;

Sur proposition du préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste des consommateurs de gaz de plus de 5GWh/an assurant des missions d'intérêt général liées à la satisfaction des besoins essentiels de la nation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté n°75-2022-10-17-00007 du 17 octobre 2022 et qui est annexée à l'arrêté précité est remplacée par la liste figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : La liste des consommateurs de gaz de plus de 5GWh/an qui sont susceptibles de subir des conséquences économiques majeures en cas de réduction ou d'arrêt de leur consommation de gaz

naturel mentionnée à l'article 3 de l'arrêté n°75-2022-10-17-00007 du 17 octobre 2022 et qui est annexée à l'arrêté précité est remplacée par la liste figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté, à l'exception de ses annexes, sera publié au recueil des actes administratifs (échelon de Paris) de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet de la préfecture à l'adresse : www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, pour les autres personnes.

Article 5 : Le Préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, ainsi que GRDF et GRTgaz, auxquels une copie du présent arrêté sera adressée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera notifié à l'ensemble des consommateurs inscrits sur les listes des annexes 1 à 3 ainsi qu'à GRDF et GRTgaz.

Fait à Paris, le 24 mars 2023

Le Préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris,

Signé

Marc GUILLAUME

Préfecture de Police

75-2023-03-24-00004

portant mesures de police applicables à Paris à l'occasion d'appels à manifester du vendredi 24 mars 2023 à 17h00 à samedi 25 mars 2023 03h00

Arrêté n° 2023-00322
portant mesures de police applicables à Paris à l'occasion d'appels à manifester du
vendredi 24 mars 2023 à 17h00 à samedi 25 mars 2023 03h00

Le préfet de police,

Vu le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2512-13 ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 431-9, 431-9-1, R.644-5 et R.644-5-1 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 78-2-4, 78-2-5 et R.48-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

Considérant que, en application des articles L. 2512-13 du code général des collectivités territoriales et 72 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de police a la charge, à Paris, de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que, en application de l'article 431-9-1 du code pénal, le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, au cours ou à l'issue de laquelle des troubles à l'ordre public sont commis ou risquent d'être commis, de dissimuler volontairement tout ou partie de son visage sans motif légitime est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende ;

Considérant que, en application de l'article R. 644-5 du code pénal, sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par arrêtés pris sur le fondement des pouvoirs de police générale qui, à l'occasion d'événements comportant des risques d'atteinte à la sécurité publique, réglementent l'usage des artifices de divertissement sur la voie publique et le transport de récipients contenant du carburant ; que l'article R. 48-1 du code de procédure pénale rend applicable la procédure de l'amende forfaitaire pour les contraventions précitées ;

Considérant que, en application des réquisitions écrites de la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Paris, les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire, sont autorisés à procéder sur les lieux d'une manifestation et à ses abords immédiats à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages, ainsi qu'à la visite de véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique, conformément à l'article 78-2-5 du code de procédure pénale ;

Considérant que dans le contexte social tendu et revendicatif actuel, il existe des risques sérieux pour que des éléments déterminés, radicaux et à haute potentialité violente, dont les

mots d'ordre excèdent la seule réforme des retraites, répondent à ces appels et se constituent en cortèges sauvages, avec pour objectifs, outre de se rendre aux abords des lieux de pouvoirs, notamment la Présidence de la République, le ministère de l'Intérieur, l'Assemblée nationale, de s'en prendre aux forces de l'ordre et de commettre des dégradations de mobilier urbain, de véhicules et de commerces, notamment de luxe ou symbolisant le capitalisme dans différents quartiers de la capitale ;

Considérant, d'autre part, que le bas de l'avenue des Champs-Élysées est situé à proximité de l'Assemblée nationale, de la Présidence de la République, mais également des ambassades des Etats-Unis et du Royaume-Uni ; qu'il se trouve ainsi dans un périmètre dans lequel des mesures particulières et renforcées de sécurité sont assurées en permanence, notamment dans le contexte actuel de menace terroriste qui demeure à un niveau élevé ; que cette portion de l'avenue des Champs-Élysées et les voies adjacentes situées dans le secteur de ces institutions ne constituent dès lors pas des lieux appropriés pour accueillir des manifestations revendicatives en raison des fortes contraintes de sécurité qui pèsent sur ces sites ;

Considérant par ailleurs que le 16 mars 2023 dans le cadre de l'annonce par le gouvernement du recours à l'article 49 alinéa 3 de la constitution du 4 octobre 1958, un rassemblement spontané place de la Concorde de plus de 6000 personnes a dégénéré en violences urbaines dont certains éléments radicaux s'en sont pris aux forces de l'ordre et ont commis des dégradations sur le chantier de la place de la Concorde et des biens alentours, nécessitant l'intervention des forces de sécurité intérieure et conduisant à 292 interpellations outre les incendies de poubelles déversées sur la route, de 10 voitures ayant entraîné des dégradations sur la vitrine d'une agence immobilière et un compteur électrique ; que les nouveaux débordements survenus le vendredi 17 mars 2023 sur la Place de la Concorde et dans les rues adjacentes, à l'occasion d'une manifestation non déclarée, ont donné lieu à de nombreuses exactions desquelles ont résulté de nouvelles dégradations.

Considérant que le vendredi 17 mars 2023 il y a eu 57 blessés parmi les forces de l'ordre dont 5 ayant nécessité une conduite à l'hôpital et 61 interpellations ; que le samedi 18 mars, dans le cadre d'une nouvelle manifestation de voie publique avec le même mot d'ordre, 110 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue pour des faits de violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique, jets de projectiles, participation à un groupement en vue de la préparation de violences et de dégradations de biens, dégradations volontaires et incendies volontaires, notamment 4 feux de véhicules, de multiples tags sur des bâtiments de service public et des vitres brisées sur une agence bancaire rue de Tolbiac ; que le dimanche 19 mars, dans le cadre d'un nouveau rassemblement sauvage contre la réforme des retraites dans les secteurs de Châtelet-les-Halles et de la Gare de Lyon, 32 personnes ont été interpellées dont 30 gardées à vue, principalement pour participation à des groupements en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction et dégradation de biens et outrage et incendies volontaires ;

Considérant que le lundi 20 mars 2023, de nouveaux rassemblements sauvages contre le projet de réforme des retraites ont eu lieu sur la Place Vauban, à la gare Saint-Lazare, avec des départs de cortège sauvages vers différents secteurs de la capitale ayant entraîné des troubles à l'ordre public jusque tard dans la nuit donnant lieu à 234 interpellations et 229 gardes à vue, 20 personnes ayant été blessées dont 17 membres des forces de l'ordre ; que les dégradations ont fait l'objet de 240 interventions de la brigade des sapeurs pompiers de Paris pour des incendies de poubelles, de détritus, de mobiliers urbains et d'un feu de véhicule dans plusieurs arrondissements ;

Considérant en outre que le mardi 21 mars 2023, dans le cadre d'un nouveau rassemblement sauvage contre le projet de réforme des retraites, 3800 personnes se sont massées sur la place de la République, donnant lieu à 81 interpellations et 81 gardes à vue, 6 membres des forces de l'ordre ayant été blessés à cette occasion ; que des dégradations ont été constatées dont plusieurs feux de poubelles, de deux-roues et d'un abribus, le bris d'un panneau d'affichage et d'une vitrine, et que l'incendie d'une poubelle rue de la Corderie s'est propagée à une arrivée de gaz nécessitant l'intervention urgente des sapeurs-pompiers et de GRDF ;

Considérant de plus que le mercredi 22 mars, toujours dans le cadre de nouveaux rassemblements sauvages contre le projet de réforme des retraites, 500 personnes s'étant

retrouvées sur la place de la Bataille de Stalingrad pour rejoindre la place du Château Rouge dans le 18^e arrondissement, auxquelles s'ajoutaient 150 personnes aux abords de la station de métro Alexandre Dumas jusqu'aux abords de la station de métro Cours de Vincennes dans le 20^e arrondissement et une centaine de personnes sur la place de la Bastille, ce rassemblement ayant donné lieu à 3 interpellations et 3 gardes à vue; les manifestants ayant commis des exactions et des dégradations à de nombreuses reprises Place de l'Opéra sans compter les feux de poubelles et de vélos, les jets de mobilier urbain, les déversements de poubelles sur la chaussée survenus dans la nuit ;

Considérant que dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle et intersyndicale contre la réforme des retraites le jeudi 23 mars 2023 après-midi, des éléments radicaux se sont regroupés et s'en sont pris aux restaurants Mac Donald's et KFC situés boulevard Sébastopol ; que des cortèges sauvages se sont constitués au centre de Paris dans la soirée commettant des dégradations et jettant des projectiles en direction des forces de l'ordre ; que des groupes mobiles de manifestants à risque ont continué leurs exactions jusqu'à une heure du matin, lesquelles ont donné lieu à 127 interpellations, 125 gardes à vue, 2 548 contrôles de police dont 454 verbalisations, 321 interventions pour des incendies de poubelles et de mobiliers urbains, 8 feux de véhicules et un feu de bâtiment, des dégradations d'agences bancaires, de restaurants, de commerces, de kiosques à journaux et de bus ; que 105 personnels des forces de l'ordre ont été blessés ;

Considérant enfin que les services de police et de gendarmerie seront particulièrement mobilisés dans la capitale et sa proche banlieue pour la sécurisation des cortèges de la nouvelle journée de manifestation contre l'adoption de la réforme des retraites pour laquelle une forte mobilisation de voie publique est de nouveau attendue par les différents syndicats toujours unis face au projet de réforme et ce malgré son adoption ; que cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de menace terroriste particulièrement aiguë qui sollicite toujours à un niveau élevé les forces de sécurité intérieure pour garantir la protection des personnes et des biens contre les risques d'attentat, dans le cadre du plan VIGIPRATE, porté au niveau « sécurité renforcée - risque attentat » toujours en vigueur ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police compétente de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que, dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures de nature à prévenir, outre les infractions à la loi pénale, les troubles à l'ordre public, à partir de l'appréciation qu'elle fait du risque qu'ils surviennent ; que répond à ces objectifs, une mesure qui définit un périmètre dans lequel des restrictions sont mises en œuvre, notamment à l'égard de rassemblements présentant des risques de troubles graves à l'ordre public, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, celle des sites et institutions sensibles et symboliques que sont notamment la Présidence de la République, le ministère de l'Intérieur, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel, l'Opéra Garnier, l'Hôtel des Invalides, et les lieux de commerce en particulier de l'avenue des Champs-Élysées ;

Vu l'urgence

ARRETE :

TITRE PREMIER

MESURES INTERDISANT TOUT RASSEMBLEMENT NON DECLARE AINSI QUE LE PORT ET LE TRANSPORT D'ARMES DANS CERTAINS SECTEURS DE LA CAPITALE

Article 1^{er} – Tous les cortèges, défilés et rassemblements annoncés ou projetés non déclarés ainsi que le port et le transport d'armes par nature et de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal, sont interdits à Paris du vendredi 24 mars 2023 à 17h00 au samedi 25 mars 2023 03h00 :

1^o Dans le secteur comprenant notamment l'avenue de la Grande Armée, l'avenue des Champs-Élysées, la place de la Concorde, le jardin des Tuileries, la Présidence de la République, le ministère de l'Intérieur, le Conseil d'Etat, l'Assemblée nationale, le Premier

ministère, le Champ-de-Mars, le Trocadéro et délimité par les voies suivantes qui y sont incluses :

- place Charles de Gaulle ;
- rue de Tilsitt ;
- avenue de Friedland ;
- boulevard Haussmann ;
- rue Halévy ;
- place de l'Opéra ;
- avenue de l'Opéra ;
- rue des Petits Champs ;
- rue la Feuillade ;
- place des Victoires ;
- rue Etienne Marcel ;
- rue aux Ours ;
- rue du Grenier Saint-Lazare ;
- rue Michel Le Comte ;
- rue des Haudriettes ;
- rue des Quatre Fils ;
- rue Vieille du Temple ;
- rue du Pont Louis Philippe ;
- quai de l'Hôtel de Ville ;
- pont Marie ;
- rue des Deux Ponts ;
- pont de la Tournelle ;
- rue du Cardinal Lemoine ;
- rue des Ecoles ;
- rue Saint Jacques ;
- rue des Feuillantines ;
- rue Pierre Nicole ;
- boulevard de Port Royal ;
- avenue de l'Observatoire ;
- avenue Denfert-Rochereau ;
- place Denfert-Rochereau ;
- rue Froideveaux ;
- avenue du Maine ;
- boulevard du Montparnasse ;
- boulevard des Invalides ;
- rue Eblé ;
- avenue Duquesne ;
- place de l'Ecole Militaire ;
- avenue Bosquet ;
- place de la Résistance ;
- pont de l'Alma ;
- place de l'Alma ;
- avenue du Président Wilson ;
- avenue Marceau ;
- rue de Presbourg.

2° Dans le secteur comprenant les Places de la République, de la Bastille et de la Gare de Lyon délimité par les voies suivantes qui y sont incluses :

- boulevard de Strasbourg ;
- boulevard de Magenta ;
- rue des Vinaigriers ;
- quai de Jemmapes ;
- boulevard Jules Ferry ;
- boulevard Richard Lenoir ;

- boulevard Voltaire ;
- avenue Ledru Rollin ;
- place Mazas ;
- avenue Daumesnil ;
- rue de Rambouillet ;
- rue Villot ;
- quai de la Rapée ;
- pont Morland ;
- boulevard Morland ;
- quai des Célestins ;
- rue Saint-Paul ;
- rue Saint-Antoine ;
- rue de Turenne ;
- rue de Bretagne ;
- rue Réaumur ;
- boulevard de Sébastopol.

3° Dans le secteur de la Place d'Italie délimité par les voies suivantes qui y sont incluses :

- rue Coypel ;
- rue Edouard Manet ;
- rue Stephen Pichon ;
- place des Alpes ;
- boulevard Vincent Auriol ;
- rue Albert Bayet ;
- avenue Edison ;
- rue George Eastman ;
- avenue de Choisy ;
- rue des 2 Avenues ;
- avenue d'Italie ;
- rue Vandrezanne ;
- place Paul Verlaine ;
- rue du Moulin des Près ;
- rue Abel Hovelacque ;
- avenue des Gobelins.

TITRE II

MESURES DE POLICE APPLICABLES AUX ABORDS ET AU SEIN DES CORTÈGES, DÉFILÉS ET RASSEMBLEMENTS

Article 2 - Sont interdits à Paris du vendredi 24 mars 2023 à 17 h00 au samedi 25 mars 2023 03h00, aux abords et au sein des cortèges, défilés et rassemblements, le port et le transport par des particuliers, sans motif légitime :

- D'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques ;
- Dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le "white-spirit", l'acétone, les solvants et des produits à base d'acide chlorhydrique ;
- D'équipements de protection destinés à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de la force publique pour le maintien de l'ordre public.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 3 - Les représentants sur place de l'autorité de police sont autorisés à prendre des mesures complémentaires à celles fixées par le présent arrêté, en fonction de l'évolution de la situation et lorsque les circonstances l'exigent.

Article 4 - La préfète, directrice de cabinet, le directeur de l'ordre public et de la circulation et la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur dès son affichage aux portes de la préfecture de police, sera publié au recueil des actes administratifs du département de Paris et communiqué à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Paris.

Fait à Paris, le 24 MARS 2023

p/o Laurent NUÑEZ

**La préfète, directrice du
cabinet**

Magali CHARBONNEAU

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester le présent arrêté, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de la date de sa publication au recueil des actes administratifs du département de Paris :

- **soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX**
le Préfet de Police
7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP

- **ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE**
auprès du Ministre de l'intérieur
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
place Beauvau - 75008 PARIS

- **soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX**
le Tribunal administratif compétent

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

Le recours CONTENTIEUX, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.